

CULTURE & COVID-19

Impact & Réponse

CE BULLETIN DE SUIVI

produit par l'UNESCO offre un aperçu de l'impact de la crise du COVID-19 sur le secteur culturel à l'échelle mondiale et des réponses déployées aux niveaux régional, national et local. Ce résumé ne constitue pas une synthèse exhaustive des mesures engagées mais une vue d'ensemble qui s'appuie sur une diversité de sources.

IMPACT

La diversité biologique est profondément liée à la diversité culturelle. L'adaptation continue des populations aux spécificités de leur environnement a posé les fondements de l'épanouissement des sociétés, des cultures et des langues à travers l'histoire de l'humanité. La semaine prochaine, la Journée mondiale de l'environnement et la Journée mondiale des océans seront célébrées dans un contexte de pandémie de COVID-19. La crise sanitaire a mis en exergue les liens étroits qu'entretient l'homme avec la nature. Par ailleurs, les mesures de restriction adoptées par un certain nombre de pays ont permis de réduire cette année de 8 % les émissions de gaz à effet de serre, selon l'Agence internationale de l'énergie. L'UNESCO a entrepris, pour sa part, la révision et l'actualisation du document d'orientation sur les conséquences du changement climatique sur les biens du patrimoine mondial.

La pandémie a mis en suspens les travaux menés au niveau international en faveur de la protection de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique. Ainsi, l'Union internationale pour la conservation de la nature – organe consultatif de la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO – devait tenir ce mois-ci à Marseille (**France**) son Congrès mondial de la nature, qui sera reporté à 2021. De même, la Conférence des Nations Unies sur les océans 2020, prévue ce mois-ci à Lisbonne (**Portugal**), aura lieu à une date ultérieure. Il en est de même pour la décennie des Nations unies sur la biodiversité, qui devait se conclure en octobre à Kunming (**Chine**), avec la 15e Conférence des parties à la convention sur la diversité biologique. Enfin, la conférence COP 26 – un organe de suivi majeur de l'Accord de Paris sur le changement climatique – se tiendra avec un an de retard à Glasgow (**Royaume-Uni**) en novembre 2021.



Parc national de la rivière souterraine de Puerto Princesa, Philippines

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

5 juin

JOURNÉE MONDIALE DES OCÉANS

8 juin

#PartagezNotrePatrimoine

Un grand nombre des 213 sites naturels du patrimoine mondial qui réalisent des travaux de conservation essentiels et dépendent de la vente de billets, ont également vu leur budget décimé, accentuant ainsi les contraintes pesant sur les sites. Parmi ceux-ci, on compte une cinquantaine de sites marins, principalement des systèmes de récifs coralliens qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le changement climatique, ainsi que les îles Galapagos en **Équateur**, rendues célèbres par les écrits de Charles Darwin sur l'évolution. Lors d'une récente réunion en ligne des gestionnaires de sites marins organisée par l'UNESCO, les perspectives étaient sombres. Dans le parc naturel des récifs de Tubbataha, aux **Philippines**, par exemple, les revenus du tourisme représentent plus de la moitié du budget de conservation nécessaire pour protéger les vastes zones éloignées de la pêche illégale, tandis que les scientifiques spécialistes des coraux de l'atoll d'Aldabra, aux **Seychelles** – l'un des plus réputés au monde – sont confrontés à un avenir incertain, car les fonds du programme de contrôle et de surveillance se tariront d'ici la fin de l'été si les points chauds touristiques voisins ne parviennent pas à attirer des visiteurs. L'archéologie sous-marine, un domaine où le travail de terrain saisonnier est habituel, a également été frappée de plein fouet. Le patrimoine culturel subaquatique – tel que les épaves de navires et les vestiges d'anciennes villes et civilisations côtières – protégé par la La Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (2001), peut fournir des indices essentiels sur les modes de vie des civilisations passées, inspirer la recherche et soutenir la résilience des sociétés de demain. Pourtant, seule 7,4 % de la surface de nos océans est aujourd'hui protégée.

“ Je ne peux pas être plus alarmiste... si la COVID-19 se propage dans nos communautés, nous disparaîtrons. ”

Pat Turner, Directeur général, Organisation de la santé du Conseil communautaire aborigène national, Australie



Treehugger: garçon autochtone Païter Surui, Brésil

Selon le National Geographic, environ 80 % de la biodiversité mondiale est protégée grâce aux peuples autochtones, qui ne représentent que 5 % de la population mondiale. À une époque où les espèces disparaissent à un rythme environ mille fois supérieur au taux naturel d'extinction (selon la Société pour la conservation biologique), les 370 à 500 millions d'autochtones du monde entier – répartis dans plus de 90 pays et parlant quelque 4 000 langues différentes – jouent un rôle essentiel dans la conservation de la biodiversité. Ils détiennent un savoir ancestral vital et une expertise sur la manière de s'adapter, d'atténuer et de réduire les risques climatiques et de catastrophe. Il est fait le constat regrettable que dans la plupart des pays, les populations autochtones appartiennent à la catégorie la plus « vulnérable » en matière de santé. Dans un récent document d'orientation, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies attire l'attention sur la mort d'un garçon de 15 ans due à la COVID-19 chez les Yanonami de la forêt tropicale amazonienne et fait part de préoccupations quant à la propagation continue du virus sur les terres autochtones, qui peut être accélérée par la présence de bûcherons et de mineurs illégaux et pourrait entraîner des décès importants, le système immunitaire des peuples autochtones étant particulièrement exposé. Le même document souligne par ailleurs l'importance de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones pour l'action politique sur la COVID-19 dans la défense des droits des peuples autochtones, en particulier, en ce qui concerne leur accès aux soins de santé.



Si les problèmes liés à l'environnement et aux océans se sont vus exacerbés, les mesures de restriction ont parfois eu des effets positifs. L'utilisation accrue des plateformes virtuelles a permis d'élargir l'accès aux connaissances des sites naturels du patrimoine mondial et des sites mixtes du patrimoine mondial, tels que le Macchu Pichu, au **Pérou**, les montagnes Blue et John Crow, en **Jamaïque**, et l'île volcanique de Jeju et les tubes de lave, en **République de Corée**, à travers une série de visites virtuelles. À titre d'exemple, une vidéo filmée à 360 degrés en **Nouvelle-Zélande** fait découvrir le HMNZS Canterbury, un navire de guerre de type frégate coulé pour fournir un récif artificiel. Ces plateformes ont également permis de sensibiliser à l'importance du patrimoine culturel pour la préservation des sites naturels du patrimoine mondial et des sites archéologiques sous-marins. Marijo Gauthier Bérubé, archéologue des mondes sous-marins de l'Institut de recherche en histoire maritime et en archéologie sous-marine du Québec, a fait état d'un intérêt accru de la communauté locale pour le patrimoine sous-marin pendant la période de confinement.

Dans le monde entier, face à une mise à l'arrêt sans précédent des visites de sites du patrimoine, certaines administrations locales ont pris des mesures spécifiques pour stimuler l'intérêt des visiteurs potentiels à travers une offre renouvelée d'expériences uniques. Il s'agit par exemple d'itinéraires du patrimoine sous-marin du « Sicilia Archaeologica » rendus disponibles par le biais d'une application pour smartphone créée en **Italie** par le département du patrimoine culturel, ou encore d'une plateforme en ligne créée par Heritage **Malta** proposant des visites virtuelles guidées par des conservateurs des sites d'épaves sous-marines. Le tourisme durable dans ces espaces, et les revenus qu'il génère pour les communautés locales, reposent avant tout sur la conservation de l'environnement et des océans.

Peut-être que la pandémie actuelle sera au moins l'occasion de constater le coût collectif gigantesque des modifications radicales des modes de vie... et donc incitera à gérer mieux ces changements, par anticipation, s'agissant de notre relation à la nature.

Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO

Dans le parc de la zone humide d'iSimangaliso, en **Afrique du Sud**, le tourisme durable a généré plus de 10 000 emplois depuis l'inscription du site, à la fin des années 1990, sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, ce qui a notamment contribué à atténuer la pauvreté dans la région. Ces dernières semaines, certains sites marins du patrimoine mondial ont fait l'objet d'évolutions importantes, le personnel du site œuvrant à la conservation et au soutien des communautés locales en fournissant des denrées alimentaires et des services de base. Face à l'arrêt du tourisme, des interventions spécifiques ont été mise en place tel qu'un groupe d'exploration de plongée sous-marine en **Australie** qui s'est engagé à collaborer avec des scientifiques marins pour œuvrer à la restauration des récifs en péril du pays et assurer la durabilité de leurs moyens de subsistance à long terme, tout en contribuant à lutter contre le changement climatique. Selon le Forum économique mondial, le travail de restauration des écosystèmes côtiers, de leurs récifs coralliens et mangroves, représente un retour sur investissement colossal puisque ces écosystèmes contribuent à ce qu'on appelle le « tourisme bleu ». Celui-ci estime par ailleurs que le tourisme océanique, avant la COVID-19, était évalué à 390 milliards de dollars des États-Unis à l'échelle mondiale et représente une part importante du PIB de nombreux pays ; il recommande ainsi que les fonds de relance soient investis pour assurer la continuité de l'embauche des personnes exerçant dans ce domaine.



RÉPONSE – LA CULTURE ET LE MONDE NATUREL

Une autre conséquence de la pandémie s'est fait ressentir sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Dans certaines régions du monde, cela implique que les aliments locaux – provenant de la mer et de la terre – ainsi que les recettes locales et traditionnelles ont fait l'objet d'une reconnaissance accrue. Les chaînes alimentaires locales sont en mesure de fournir des denrées alimentaires nécessaires aux communautés lorsqu'elles sont gérées de manière durable. Selon une enquête menée par l'UNESCO sur l'impact de la pandémie sur le patrimoine culturel immatériel, on constate un regain d'intérêt pour l'agriculture traditionnelle, ainsi que pour les ingrédients et les recettes locales. Par exemple, les jeunes générations au **Liban** témoignent d'un retour à une agriculture et un élevage plus sains et plus biologiques, ainsi qu'à la cueillette de plantes sauvages qui peuvent être consommées, cuites ou utilisées à des fins curatives.

En **Colombie**, les anciens de la communauté indigène Misak enseignent des techniques agricoles traditionnelles aux jeunes générations afin qu'elles puissent survivre avec leurs propres produits locaux, renforçant ainsi la résilience locale pour faire face à d'éventuelles crises futures. L'enquête a également révélé des changements dans la consommation alimentaire à Hong Kong, en **Chine**, avec une augmentation des ventes de produits agricoles locaux (biologiques). De nombreux citoyens revisitent leur culture traditionnelle, explorent leurs compétences en matière de cuisine à domicile en fabriquant notamment leur propre vin de riz, ainsi que leurs connaissances et compétences traditionnelles pour produire et conserver les aliments.

EXEMPLES DE LA RÉPONSE DANS LE MONDE

LE SAVOIR-FAIRE TRADITIONNEL AU SERVICE DE LA SANTÉ

En **Autriche**, le Färbermuseum, joue un rôle important dans la sauvegarde de l'élément du patrimoine culturel immatériel « l'impression à la main Indigo dans la région de Mühlviertel » et a commencé à produire des masques de protection de façon artisanale

INVESTIR DANS L'ÉDUCATION ARTISTIQUE

Le **Kirghizstan** donne la priorité à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels à destination des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et spécialisés dans le domaine de la culture et de l'art pendant la pandémie

CONSERVER LE PATRIMOINE NATUREL

Les **Bermudes** ont pour objectif de documenter plus de 100 épaves historiques et des habitats naturels distincts dans les eaux environnantes afin de renforcer les efforts de conservation et d'ouvrir les sites au tourisme

À **Madagascar**, le ministère de la Culture a réalisé une distribution de sacs de riz pour venir en appui aux artistes

SOUTENIR LES ARTISTES

En **Algérie**, l'Office national du droit d'auteur et des droits voisins a annoncé des subventions spéciales pour les artistes



Les pays du monde entier se mobilisent au niveau national pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19. L'action au niveau régional est également un levier essentiel pour mesurer l'impact de la crise sur la culture, mutualiser les connaissances sur de nouveaux modèles économiques et mobiliser des financements.

Pour répondre aux défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays de chaque région concernant l'ampleur ou la nature de l'impact, les efforts à l'échelle régionale prennent forme et s'intensifient. Un certain nombre de ces initiatives régionales sont présentées ci-dessous.

“ Fort heureusement, nous avons réussi à maintenir la COVID-19 hors de ce pays, et nous ne voulons pas baisser la garde... Nous devons rouvrir nos frontières, nous ne pouvons pas vivre de cette façon. Nous sommes habitués à un mode de vie particulier.

Dr Josephine Aumea Herman, Secrétaire à la santé des îles Cook



PACIFIQUE



Les pays insulaires du Pacifique représentent les deux tiers de tous les pays qui n'ont pas été touchés par la COVID-19, leur éloignement géographique et leur faible démographie jouant un rôle clé. La culture du Pacifique étant intrinsèquement liée au mode de vie des îles, la pandémie aurait un impact dévastateur. Pour se protéger et protéger ce mode de vie, les pays du Pacifique, avec le soutien du Forum des îles du Pacifique, ont rapidement pris des mesures pour freiner la propagation de la pandémie. Le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP), qui regroupe huit organisations régionales, s'est également engagé à soutenir pleinement les pays et territoires insulaires du Pacifique dans les affaires humanitaires et socio-économiques. L'Organisation du tourisme du Pacifique Sud continue à partager des informations sur l'impact et la réponse des secteurs liés au tourisme dans toute la région. Les voyages et le tourisme – un des principaux moteurs économiques – ont connu une cessation d'activité. En conséquence, des pays comme Fidji et Vanuatu pourraient voir leur PIB chuter de près de 50 %. Les chiffres du chômage risquent également d'être élevés, car près de 40 % de la main-d'œuvre de ces pays dépend du tourisme, selon les estimations du Centre de politique de développement de l'Université nationale australienne.

Forum des îles du Pacifique (FIP)

Conseil des organisations

régionales du Pacifique (CROP)

Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO)



Le sommet de l'ASEAN, qui devait avoir lieu fin avril, a été reporté à la fin du mois de juin et les dirigeants régionaux ont prévu d'organiser une session conjointe consacrée à l'éducation et à la culture dans le contexte de la crise de la COVID-19. Le premier numéro du magazine de la communauté socioculturelle de l'ASEAN, paru en mai, constitue un effort pour promouvoir une plus grande intégration culturelle de la région, le premier article étant intitulé « Une identité partagée, devenir ASEAN ». Dans une récente note d'information évaluant l'impact économique de la pandémie, la Banque asiatique de développement a prévu que l'économie mondiale pourrait enregistrer entre 5,8 et 8,8 billions de dollars de pertes, environ 30 % de la baisse globale de la production mondiale étant attribuée à l'Asie. La même note cite des chiffres indiquant que le tourisme serait gravement touché, avec une baisse de 70,9 % en Asie du Nord-Est et de 49,5 % en Asie du Sud-Est. Celui-ci indique par ailleurs que « pour de nombreuses destinations, la promotion du tourisme intérieur devrait être une priorité ».



Association des nations
de l'Asie du Sud-Est
(ASEAN)
Banque asiatique de
développement (BAD)

AFRIQUE



Le 27 mai, le département des affaires sociales de l'Union africaine a organisé un forum virtuel des ministres de l'Union africaine responsables des arts, de la culture et du patrimoine sur la réponse à la pandémie de la COVID-19. Dans un communiqué transmis à l'issue de ce forum, les ministres ont reconnu « le rôle crucial et essentiel que le secteur des arts, de la culture et du patrimoine peut jouer pour accompagner les États membres à limiter l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le paysage socio-économique et culturel du continent, comme le prévoient les principaux instruments politiques continentaux, notamment l'Agenda 2063 de l'UA, la Charte de la renaissance culturelle africaine, le Plan d'action de l'UA sur les industries culturelles et créatives, la Loi modèle de l'UA sur la protection des biens et du patrimoine culturels et les instruments mondiaux tels que le Programme 2030 des Nations Unies ». Le 25 mai 2020, la Commission de l'Union africaine (CUA) et les All Africa Music Awards (AFRIMA) ont organisé un concert en ligne pour renforcer le plaidoyer en faveur de contributions au Fonds de réponse COVID-19 pour l'Afrique. On ne saurait trop insister sur le rôle moteur des artistes africains, par leur musique et leur art, dans la lutte contre la pandémie ainsi que dans le plaidoyer en faveur de contributions destinées à aider les opérations des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC) pour l'Afrique.

Union africaine (UA)
Commission de l'Union
africaine (CUA)
All Africa Music
Awards (AFRIMA)



“ S'il y a un temps où nous avons besoin de culture et de créativité pour relever nos défis, c'est aujourd'hui.

Dr Douglas Slater, Secrétaire général adjoint en charge du développement humain et social au Secrétariat de la CARICOM



Le 20 mai, la CARICOM a organisé le « Premier dialogue régional sur la culture dans le contexte de la COVID-19 », au cours duquel le secrétaire général adjoint chargé du développement humain et social a déclaré aux acteurs culturels régionaux du gouvernement et de la communauté artistique que leur contribution et leurs idées étaient cruciales pour la résilience après la COVID-19. Il a encouragé les représentants des industries créatives à se préparer à démontrer l'importance de la culture en tant qu'élément vital de la société, soulignant que les créateurs avaient un rôle essentiel à jouer dans la reconstruction d'une communauté caribéenne résiliente. Les participants ont également échangé sur l'utilisation des plateformes en ligne pour diffuser les spectacles, les festivals et les événements et ont recommandé que CARIFESTA XV, prévu en 2021 à Antigua-et-Barbuda, serve de catalyseur pour une nouvelle approche de la présentation des festivals dans un format mixte en ligne et hors ligne en vue de relancer l'économie des festivals. Plusieurs pays et agences régionales, notamment la Banque de développement des Caraïbes (CDB) et Caribbean Export, ont indiqué que des plans de relance avaient été rendus disponibles ou sont en cours d'élaboration pour venir en appui aux artistes et travailleurs culturels qui sont confrontés à des difficultés économiques pendant cette période. La CDB a alloué 50 000 de dollars des États-Unis au domaine de la musique et 50 000 de dollars des États-Unis au domaine des festivals et des carnivals sous forme de subventions d'aide d'urgence.



Communauté des Caraïbes
(CARICOM)
Banque de développement
des Caraïbes (CDB)

EUROPE



Pour accompagner et soutenir les actions des États membres, la Commission européenne a entrepris une série de mesures en réponse aux conséquences de la pandémie sur les secteurs de la culture et de la création. Parmi elles, figurent des mesures d'aide, comme le cadre temporaire qui permet aux États membres d'utiliser la flexibilité prévue par les règles relatives aux aides d'État, notamment en accordant des compensations aux entreprises en difficulté en raison de la pandémie, et en reversant un soutien financier directement aux consommateurs, au titre par exemple de service annulés



ou de billets non remboursés par les opérateurs concernés. L'initiative d'investissement dans la lutte contre le coronavirus fournit aux États membres des liquidités immédiates, y compris pour le secteur de la culture, tandis que le soutien visant à atténuer les risques de chômage en cas d'urgence (SURE) fournira aux États membres une aide financière pouvant atteindre 100 milliards d'euros pour venir en appui des travailleurs en vue d'assurer leurs revenus et les entreprises à se maintenir à flot dans toute l'UE.

La Commission européenne a également lancé deux plateformes pour faciliter le partage des défis et des solutions au niveau de l'UE en ce qui concerne l'impact de la COVID-19 sur les secteurs culturel et créatif. La première plateforme permet aux ministères de la culture d'échanger les bonnes pratiques, et la seconde, Creatives Unite, fournit un appui aux personnes dans les secteurs culturel et créatif à travers un partage accru des informations et des solutions. En outre, la Commission européenne a adapté le programme « Europe créative » à cette réalité nouvelle, notamment par le biais de nouvelles mesures concernant les technologies numériques, la mobilité des artistes, l'accélération d'un programme de traduction de livres européens et un soutien supplémentaire au réseau Europa Cinemas (qui devrait prendre la forme d'une allocation supplémentaire de 5 millions d'euros sous forme de « bons » pour les salles de cinéma les plus durement touchés par le confinement).



“ La présence des femmes est nécessaire non seulement pour les besoins des sociétés, mais aussi pour leur prospérité et pour parvenir à construire les sociétés meilleures que nous appelons de nos vœux.
Dr Salim M. AlMalik, Directeur général de l'ICESCO

ÉTATS ARABES



Le 11 mai, lors de la 21e Conférence des ministres arabes de la culture convoquée par l'ALECSO, les ministres ont constaté que la pandémie avait mis en suspens les efforts en cours pour préserver la culture arabe, y compris les sites culturels, et que la vie culturelle avait été frappée de plein fouet. La réunion a annoncé plusieurs recommandations, notamment sur la numérisation des contenus culturels et des initiatives visant à soutenir les artistes et les institutions culturelles touchés par la pandémie. L'ICESCO a lancé la plateforme « Foyer numérique de l'ICESCO », qui fournit des contenus technologiques, éducatifs, sociaux, culturels et de sensibilisation pour tous les âges et qui a créé trois prix à destination des étudiants, dans le cadre de son initiative « La culture à distance ». Début mai, les deux directeurs généraux de l'ALECSO et de l'ICESCO ont participé à la réunion en ligne portant sur « Le rôle des femmes dans la réalisation de la nouvelle feuille de route culturelle de la région arabe après la crise de COVID-19 » qui a souligné l'important rôle des femmes dans l'écosystème culturel de la région arabe.

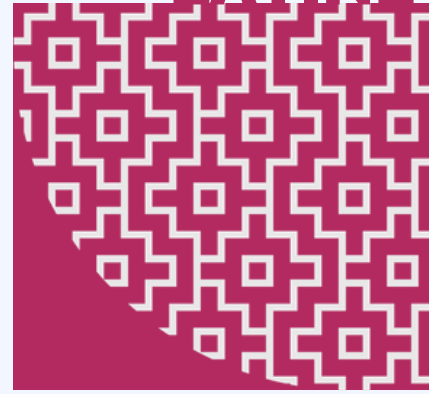
Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO)
Organisation islamique mondiale pour l'éducation, les sciences et la culture (ICESCO)



Les organisations ibéro-américaines, SEGIB, OEI, OISS, OIJ et COMJIB, ont récemment publié une déclaration commune, qui exprime de profondes inquiétudes quant à l'évolution de la pandémie de la COVID-19 et ses conséquences. La déclaration attire l'attention sur « les effets négatifs de cette pandémie sur le secteur culturel » et a appelé toutes les institutions nationales, régionales et internationales à promouvoir des politiques actives de soutien au secteur culturel afin que celui-ci puisse faire face à la crise et se rétablir le plus rapidement possible. En outre, en mars, le programme de coopération ibéro-américaine, Ibermuseums, du SEGIB a mis à la disposition du public une liste de musées ibéro-américains qui peuvent être visités virtuellement, tandis que l'OEI a rendu disponibles des ressources culturelles de la communauté ibéro-américaine sur une plateforme dédiée.

Il existe également un certain nombre d'initiatives sous régionales, telles que le lancement le 21 mai d'une plateforme numérique en réponse à la COVID-19 parmi les huit membres du Système d'intégration centraméricain (SICA), dans la perspective de promouvoir l'intégration régionale entre les pays d'Amérique centrale, dans le cadre de la coopération entre le SICA et le Bureau de l'UNESCO à San José. Par ailleurs, les pays du MERCOSUR ont commencé un exercice conjoint d'évaluation d'impact (voir le numéro 7 du présent Bulletin pour plus de détails).

AMÉRIQUE LATINE



Secrétaire général du
Secrétariat général ibéro-
américain (SEGIB),
Organisation des États ibéro-
américains pour l'éducation, la
science et la culture (OEI),
Organisation ibéro-américaine
de sécurité sociale (OISS),
Organisation internationale de
la jeunesse pour l'Amérique
latine (OIJ)
Conférence des ministres de la
justice des pays ibéro-
américains (COMJIB)
Système d'intégration
centraméricain (SICA)
Marché commun du Sud
(MERCOSUR)

“ Nous encourageons, avec d'autres mécanismes multilatéraux, la réalisation d'une étude régionale pour mesurer les effets de la COVID-19, cela contribuera à une meilleure prise de décision et une bonne conception des politiques pour atténuer les effets sur le secteur.

Déclaration conjointe ibéro-américaine



Fernando Botero, siji.life





EN SAVOIR PLUS

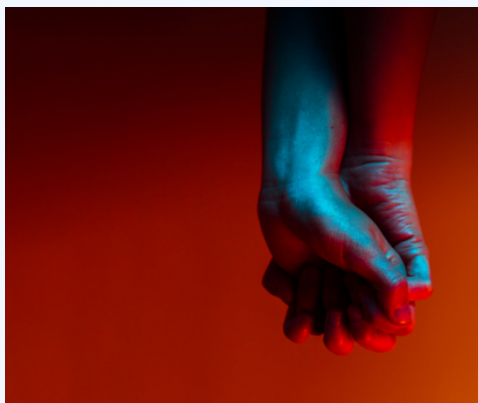


Journée mondiale de l'environnement

Depuis 2004, le Cameroun, le Congo, le Gabon et la République centrafricaine bénéficient des activités de l'Initiative pour le patrimoine mondial forestier de l'Afrique centrale (CAWHFI), menée par l'UNESCO et ses partenaires, qui vise à renforcer la gestion des zones protégées, y compris les sites naturels du patrimoine mondial. Une nouvelle vidéo explique les progrès accomplis

[EN](#) [FR](#)

ÉVÈNEMENTS PHARES



Prochaines éditions de ResiliArt

Colombie/Equateur (3 juin)

Colombie (4 juin)

Canada (8 juin)

Ilberoamerica : Ibermuseums et l'UNESCO (18 juin, 16 juillet)

Cameroun (18 juin)

Comores (21 juin)

Pour plus d'informations, cliquez [ici](#)

LIENS UTILES

- [L'état de l'examen des connaissances des Nations Unies sur le lien entre la biodiversité et la santé humaine \(en anglais\)](#)
- [Programme marin du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)
- [Note d'information de l'ONU/DAES n°70 sur les peuples autochtones \(en anglais\)](#)
- [Le travail de l'UNESCO sur les peuples autochtone](#)
- [Les expériences des professionnels du patrimoine culturel subaquatique pendant la pandémie](#)
- [Visites virtuelles des sites du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)
- [La liste de l'UNESCO des musées subaquatiques virtuels](#)
- [La Convention de l'UNESCO sur la protection du patrimoine culturel subaquatique](#)
- [Les projections récentes de la Banque asiatique de développement \(en anglais\)](#)
- [Communiqué ministériel de l'Union africaine \(en anglais\)](#)
- [La déclaration commune de l'organisation ibéro-américaine \(en espagnol\)](#)
- [La liste complète des mesures de l'Union européenne \(en anglais\)](#)
- [La déclaration du Conseil des organisations régionales du Pacifique \(en anglais\)](#)

Ce bulletin est publié par l'UNESCO

Vous souhaitez y contribuer ? Écrivez-nous à l'adresse platform.culture2030@unesco.org

Suivez-nous sur les réseaux sociaux : [#PartagezLaCulture](#)